



## Au-delà des brillantes illusions : Repenser l'exploitation minière des diamants et défendre les droits communautaires en période de crise

### Points clés à retenir de notre webinar

La Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley ([KP CSC](#)) a organisé un webinar le 9 septembre 2025 afin de discuter de l'important décalage entre la perception des consommateurs envers les diamants « exempt de conflit » et la dure réalité à laquelle sont confrontées les communautés des régions diamantifères. La discussion a porté sur les mesures concrètes à prendre pour relever ces défis et garantir un commerce des diamants équitable et responsable.

Le webinar a débuté là où le [documentaire \*Beyond Shining Illusions\* « Au-delà des illusions brillantes »](#), produit par la Coalition, s'était achevé. Le documentaire vise à questionner le discours de l'industrie diamantaire selon lequel « 99 % des diamants sont désormais exempt de conflit ». Il ajoute que cette affirmation masque les défis persistants et systémiques sur le terrain dans les pays producteurs de diamants, tant dans les exploitations minières artisanales que dans les opérations minières industrielles. Il s'agit notamment de violations des droits humains, de dégradations et de destructions de l'environnement, d'un manque de transparence et de l'absence d'avantages socio-économiques pour les communautés touchées. La Coalition appelle à une réforme urgente, allant au-delà du marketing, afin de favoriser des échanges constructifs exigeant un changement réel qui profitera aux communautés.

Adoptant une approche orientée vers les solutions, le webinar s'est axé sur le partage de projets et d'exemples s'attaquant aux défis grâce à des voies concrètes de changement. Les diamants extraits et produits aujourd'hui peuvent-ils améliorer la réalité sur le terrain ?

Le panel était composé de représentants de différentes organisations membres de la KP CSC :

- **Esther Finda Kandeh**, directrice de WoME and défenseuse des droits des femmes dans le secteur extractif en Sierra Leone
- **Abu Brima**, directeur de NMJD et représentant de longue date de la société civile au sein du Processus de Kimberley (PK), spécialisé dans les droits communautaires en Sierra Leone
- **Adam Anthony**, directeur de HakiRasilimali, travaillant sur les droits humains et les entreprises en Tanzanie

L'événement a attiré plus d'une centaine de personnes, représentant un large éventail de parties prenantes issues de l'industrie du diamant et de la joaillerie, de la société civile et des communautés touchées par l'exploitation diamantifère.

Le webinar a donné lieu à des discussions sur les moyens d'améliorer la gouvernance du secteur diamantaire, de lutter contre les inégalités de genre, de renforcer la protection de

l'environnement, d'influencer les politiques locales et internationales et d'intégrer les perspectives des communautés locales dans les processus décisionnels relatifs au diamant. Tous les participants partageaient la conviction fondamentale qu'un changement systémique est urgent, que les communautés locales doivent être les bénéficiaires de leurs ressources naturelles et que leurs besoins doivent être pris en compte.

Esther Finda Kandeh a abordé la question de l'inégalité de genre, soulignant que des opportunités existent, en particulier dans le secteur minier artisanal. Lorsque les femmes s'engagent dans de petites entreprises ou dans des activités minières, elles gagnent de l'argent et soutiennent leurs familles et leurs communautés. Cependant, les femmes sont souvent exclues des discussions et des instances décisionnelles, ce qui garantit qu'aucune décision ne puisse être contestée. Elles sont également moins susceptibles de bénéficier du soutien des banques ou du gouvernement pour se lancer dans l'exploitation minière à petite échelle. Malgré ces difficultés, elles sont pragmatiques, résilientes, travailleuses, solidaires et collaboratives, et restent optimistes et orientées vers les solutions (grâce à la recherche et aux échanges). C'est ce qui motive Esther.

Un obstacle important à surmonter sur le terrain est de trouver des personnes prêtes à écouter, à mettre en œuvre des recommandations et à agir. *« Les communautés, les organisations de la société civile, les industries minières et les gouvernements devraient s'asseoir ensemble et partager les bénéfices. Nous ne voulons pas recevoir une somme minimale pour nos terres. Un homme d'une communauté disait que l'argent qu'on lui payait pour la location d'une surface ne lui permettait même pas d'acheter un sac de riz... Nous ne voulons donc pas recevoir des sommes dérisoires, nous voulons nous asseoir à la table des négociations. C'est ce que nous demandons »*, explique Esther. Pour elle, il est urgent d'élaborer des plans clairs de partage des bénéfices en réunissant les communautés concernées, le gouvernement et les sociétés minières afin de négocier et de convenir d'une répartition équitable des bénéfices tirés des terres appartenant aux populations.

Une approche minière centrée sur les personnes qui privilégie les droits humains, les moyens de subsistance et l'environnement plutôt que les profits est nécessaire. Il est essentiel d'engager des discussions plus larges et diversifiées avec les multiples parties prenantes. Des lois et réglementations plus strictes et sincères (aux niveaux local et international) apporteront des avantages aux communautés sous-représentées et négligées.

Abu Brima a souligné que pour qu'un véritable changement s'opère, il est nécessaire que les États fassent preuve de bonne volonté et changent d'approche, en se concentrant sur un point de vue bénéfique pour les populations. Les communautés doivent être copropriétaires des ressources minières, afin d'assurer une répartition équitable et mettre fin à l'injustice selon laquelle les communautés sont propriétaires des terres en surface, mais que les minerais présents dans le sous-sol appartiennent au gouvernement. Le transfert de pouvoir devrait inclure le renforcement des conseils locaux et des institutions gouvernementales, l'amélioration des services et de l'application de la loi, la possibilité pour les communautés de demander des comptes à ces organismes, ainsi que l'intégration de programmes de compensation et de subsistance essentiels dans les processus de développement minier.

*« Si nos pays mettent en place des processus de décentralisation efficaces, dans le cadre desquels les conseils locaux et les institutions gouvernementales locales sont structurés et habilités à s'approprier réellement les services et les installations locales, cela permettra aux populations de commencer à remettre les choses en question et à demander des comptes à ces institutions gouvernementales locales. Les questions d'indemnisation et de moyens de subsistance doivent être incluses dans l'engagement stratégique afin que les populations ne*

*dépendent pas uniquement des sociétés minières pour subvenir à leurs besoins... L'exploitation minière appauvrit les individus, et enracine la pauvreté dans leurs communautés. » Abu Brima*

Est-il acceptable que les gouvernements ne fournissent pas de services et ne donnent pas de pouvoir aux populations malgré les immenses richesses souterraines ? Dans le cadre du Processus de Kimberley, les États ont mis en place un système mondial de certification visant à empêcher le commerce des diamants de conflit, mais ce mécanisme est dans une impasse. Sa définition restrictive des diamants de conflit laisse de nombreux préjudices liés aux diamants sans réponse, mais le système n'a pas été en mesure de se réformer de manière significative. Demander des comptes aux gouvernements pourrait rendre urgente et nécessaire la modification du processus décisionnel aujourd'hui inefficace basé sur le consensus au sein du PK, car un seul désaccord peut bloquer tous les efforts de changement. Un changement serait possible grâce à un nouveau mécanisme, de nouveaux critères d'engagement et un nouveau cadre décisionnel garantissant la mise en œuvre des mesures.

Adam Anthony a souligné l'importance des initiatives volontaires et des normes qui répondent mieux aux défis évoqués. Par exemple, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) promeut une gouvernance inclusive et une plus grande transparence dans le secteur extractif, en mettant l'accent sur la divulgation complète d'informations (telles que le rapprochement des paiements des entreprises aux gouvernements, la divulgation publique des contrats et des données sur les revenus) afin de fournir à la société civile les preuves nécessaires pour demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises, garantir une répartition équitable des revenus, réduire la corruption et instaurer la confiance. La norme exige également la divulgation des dépenses sociales et des impacts sur les communautés (dispositions en matière de genre, sociales et environnementales), ce qui permet un contrôle public.

D'autres outils visant l'inclusion et la transparence ont été examinés. Le « Cadre 7 » (*Frame 7*), une déclaration non contraignante du PK soutenant les meilleures pratiques en matière d'approvisionnement responsable en diamants, est considéré comme un puissant instrument de plaidoyer autour duquel les communautés peuvent s'organiser pour faire pression sur les gouvernements et les entreprises (sur des questions telles que les droits du travail, les droits humains, la protection de l'environnement, le développement des communautés minières locales, la lutte contre le blanchiment d'argent, la lutte contre la corruption et la lutte contre le terrorisme). L'IRMA (Initiative for Responsible Mining Assurance) est un autre outil développé grâce à des échanges entre les différentes parties prenantes, à l'apprentissage et à la transparence. La Vision minière africaine de l'Union africaine, un cadre continental conçu pour promouvoir des pratiques minières équitables, transparentes et durables, comprend des dispositions relatives à la protection des communautés, à la gestion de l'environnement, à l'égalité de genre et à l'élimination des violations des droits humains et des conflits. Si les États africains se sont engagés à mettre en œuvre ces principes, la réalité est tout autre.

### **Soutien en aval aux communautés minières**

Une question du public a clôturé le webinaire : comment les acteurs en aval (designers, distributeurs, bijoutiers) peuvent-ils soutenir les femmes, les exploitants artisanaux et les communautés touchées par l'exploitation diamantifère, en démontrant qu'ils sont conscients de leurs difficultés et souhaitent participer à la recherche de solutions. Tout d'abord, investir dans les minerais à valeur ajoutée permet de s'éloigner de l'exportation de ressources sous leur forme brute. Il convient d'investir dans des installations locales telles que la taille, le polissage et la fabrication de bijoux afin d'ajouter de la valeur. Cette transition crée des emplois et résout le

problème des citoyens des pays producteurs d'or qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'or. Il est nécessaire de supprimer les obstacles liés aux ressources pour les groupes marginalisés en leur apportant un soutien direct afin de les aider à obtenir une licence d'exploitation.

Exigez un approvisionnement responsable et la transparence, éliminez les pratiques qui provoquent des conflits, détruisent l'environnement ou exploitent les travailleurs. Soyez proactif, posez des questions, enquêtez et recherchez la traçabilité des minerais ; autrement, vous vous rendez complice d'activités risquées. Soutenez les minerais certifiés selon des normes rigoureuses, éliminez les éléments qui alimentent les conflits et veillez à ce que la main-d'œuvre soit respectée et bien traitée. Soutenez les efforts de la société civile pour organiser et certifier les minerais selon des critères indépendants afin de garantir leur fiabilité.

Les bijoutiers, les revendeurs et les créateurs doivent exiger que les associations professionnelles auxquelles ils appartiennent soutiennent un changement positif. Même avec un certificat du Processus de Kimberley, posez davantage de questions sur les véritables avantages d'un diamant dans un pays donné et sur les conditions de vie des femmes et des enfants. Exprimez-vous ouvertement sur les risques et les préoccupations dans les pays fournisseurs et plaidez en faveur d'une meilleure gouvernance.

### Conclusion du webinaire et propositions de suivi

La conversation a été conclue par Danielle Keller Aviram et Jaff Bamenjo, dans l'espoir que cela orientera le débat et sensibilisera chaque acteur au rôle qu'ils jouent dans cette dynamique.

### Gouvernance, optimisation des communautés et copropriété

- **Leadership véritable et honnête/copropriété** : la gestion des ressources doit profiter à la population et garantir l'inclusion des communautés dans toutes les structures. Les gouvernements doivent reconnaître que les communautés sont propriétaires des ressources et qu'un partage équitable/une copropriété peut résoudre d'énormes enjeux.
- **Représentation équitable** : les échanges entre les différentes parties prenantes doivent conduire à une représentation équitable au niveau décisionnel, en veillant à ce que les citoyens participent aux décisions qui les concernent et à ce que leurs droits humains et socio-économiques soient respectés.
- **Investissement responsable** : les entreprises doivent examiner le bilan des pays d'origine en matière de droits humains avant d'investir et soutenir directement les femmes qui luttent dans ces environnements.

### Transparence, responsabilité et surveillance

- **Plus de transparence** : rendre visibles toutes les facettes de la chaîne d'approvisionnement.
- **Suivi indépendant** : mettre en place un contrôle plus strict et indépendant pour vérifier les pratiques.
- **Renforcement de la responsabilité des entreprises** : exiger des sociétés minières, des acteurs industriels et des États qu'ils respectent les droits des communautés et améliorent leurs pratiques, en veillant à ce que les bénéfices soient répartis équitablement (via la copropriété).

## Processus de Kimberley et réforme réglementaire

- **Le défis du PK** : reconnaître que le modèle consensuel du PK bloque toute action décisive, ce qui rend nécessaire le rôle de la Coalition en tant que groupe de pression pour faire entendre les préoccupations des communautés.
- **Élargir la définition** : plaider en faveur d'une définition élargie des « diamants de conflit » afin d'y inclure les violations systématiques des droits humains et toutes les formes de violence, qu'elles soient commises par les forces gouvernementales, des sociétés de sécurité privées ou des mercenaires.
- **Réglementations locales et nationales** : les gouvernements doivent adopter des lois et réglementations nationales afin de combler les lacunes du système de certification du Processus de Kimberley, notamment en matière de gouvernance environnementale, de gestion des risques et d'audit indépendant.

## Engagement et dialogue publics

- **Poursuite du dialogue** : ce webinaire a constitué un point de départ pour échanger des idées et des opinions.
- **Renforcement de l'engagement public** : continuer à échanger sur les questions urgentes et les solutions tout en partageant les défis et les avantages de la coalition à l'aide du hashtag #BeyondShiningIllusions.

## Messages finaux aux consommateurs, aux gouvernements et à l'industrie

**Esther Finda Kandeh** : « Il est essentiel de comprendre que derrière ces pierres précieuses se cachent des personnes vivant dans une pauvreté extrême et dont les droits ont été marginalisés. Il est nécessaire de réfléchir à la manière de soutenir ces communautés qui sont en difficulté et ignorées. Il convient de commencer à examiner comment les lieux d'origine de ces produits protègent les droits humains. »

**Abu Brima** : « Tout d'abord, les autorités ont la responsabilité d'autonomiser leur population et de l'enrichir. Il est regrettable qu'elles ne le fassent pas et que des pays soient tellement endettés alors qu'il y a de l'argent dans le sol. Les autorités doivent prendre conscience que les communautés sont les premières propriétaires des ressources et que si elles avaient accès à une part équitable de celles-ci, cela résoudrait de nombreux enjeux. Quant aux communautés, lorsque la définition changera, elles pourront s'en servir comme outil de plaidoyer. Si la pression s'intensifie sur le gouvernement et les entreprises, cela permettrait une plus grande responsabilisation. »

**Adam Anthony** : « Nous ne pouvons pas attendre davantage que la définition des « diamants de conflit » du PK soit modifiée. Les gouvernements pourraient adopter des lois et des réglementations nationales qui peuvent commencer à combler certaines des lacunes du système de certification du PK. L'un des outils que je trouve très utile pour garantir que les communautés aient la possibilité de participer à la gouvernance, mais aussi de dialoguer avec les gouvernements et les entreprises, est le cadre de l'ITIE. »